

Etablissement public à caractère administratif
73, avenue de Paris
94160 SAINT-MANDE
Code T.V.A. de l'IGN : FR 18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général
Nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

Règlement de la consultation

Marché relatif à la mise en place d'un service de veille des médias

GBM 25049

*Marché à procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.*

Date limite de remise des plis : le 23 octobre 2025 à 12h00

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la mise en place, à partir de mots clés, d'un service en ligne de veille, de recueil et de fourniture des retombées de presse écrite, audiovisuelle (radio, TV) et web (France), en format électronique, sur l'IGN et sur tous sujets en lien avec ceux concernant l'IGN. Ce service en ligne doit donner accès à un panorama presse exhaustif des retombées médiatiques pour répondre aux besoins du pôle relations presse de l'IGN.

Les modalités d'exécution et les spécifications techniques des prestations à fournir sont fixées par le cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 25049.

ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET EXECUTION

2.1 Procédure

Il s'agit d'une consultation passée en procédure adaptée, en application de l'article L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique du 1er avril 2019.

2.2 Forme et exécution du marché

Le marché sera exécuté par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées dans les articles R.2123-1 à 7 du Code de la commande publique du 1er avril 2019.

A titre indicatif, l'estimation des prestations est de l'ordre de 105 k€ HT sur la durée maximale du marché.

La présente consultation n'est pas allotie.

Les modalités d'exécution et les spécifications techniques des prestations à fournir sont fixées par le cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 25049.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes d'un an à la date anniversaire de la notification. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans. Trois mois au moins avant la fin de la période de validité en cours, l'IGN fait part au titulaire de son intention de ne pas reconduire l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 – LANGUE

Les documents de l'accord-cadre sont rédigés en langue française.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Si une offre est rédigée dans une autre langue, elle devra être accompagnée d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

ARTICLE 6 – REMISE DES PLIS

6.1 Conditions de remise des propositions (candidatures et offres)

Les plis doivent être déposés **par voie électronique**. Ils ne peuvent en aucun cas être transmis par télécopie ni par messagerie électronique.

Les propositions doivent être remises avant la date précisée en page1.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les remises de plis par voie électronique se font sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr

L'intégralité du pli devra être téléchargée **avant** la date et l'heure limite ci-dessus. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

Conditions spécifiques à cette consultation :

Les formats acceptés sont **Acrobat (.pdf)**, **RTF (.rtf)**, **Microsoft Word (.doc)** sans macro, **Microsoft Excel (.xls)** sans macro, suite **libre office**, images **GIF** ou **JPEG**, et **fichiers compressés ZIP** ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli pourra entraîner un rejet de l'offre ou de la candidature en cas d'impossibilité pour l'IGN de lire les documents.

Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, dans les mêmes délais, sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB), à l'adresse ci-dessous indiquée.

**IGN - Service Achats et Marchés
Département des marchés
Bât. A – Pièce 178
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé cedex**

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »
Marché relatif à la mise en place d'un service de veille des médias
« Nom du candidat »

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

6.2 Contenu des propositions (candidature et offre)

6.2.1 Dossier relatif à la candidature

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- Une **lettre de candidature (formulaire DC1)** en utilisant le formulaire fourni dans le dossier de consultation des entreprises ou sur papier libre ;
- Une **déclaration du candidat en utilisant le formulaire DC2** fourni dans le dossier de consultation des entreprises ou sur papier libre. Le candidat devra renseigner obligatoirement les informations suivantes :
 - C - Identification du candidat ;
 - F - Renseignements sur la capacité économique et financière du candidat : le

candidat doit indiquer le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

➤ G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat :

- **Moyens humains** : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels des 3 derniers exercices, importance du personnel d'encadrement, indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du candidat et/ou des cadres de l'entreprise, notamment des responsables de prestations de service de même nature que celles du marché ;
- **Moyens techniques** : description de l'équipement technique et des moyens employés par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'études et de recherche de son entreprise ;
- **Références** : présentation d'une liste des prestations de même nature que celles objet du marché réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (fournir des attestations du destinataire ou, à défaut, le candidat fournit une déclaration) :

En cas de cotraitance (Groupement conjoint ou solidaire)

La composition du groupement ainsi que son mandataire devront être présentés lors de la remise des offres.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Chaque membre doit fournir l'ensemble des documents précités, exception faite de la lettre de candidature.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de sous-traitance

Pour justifier de ses capacités, si le candidat envisage de recourir à un sous-traitant pour la réalisation des parts du marché susceptibles d'être sous-traitées, il peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières de celui-ci.

Dans ce cas, il doit :

- justifier des capacités de ce sous-traitant qui fournira les mêmes documents que ceux demandés au candidat ;
- fournir le contrat de sous-traitance, occulté de toute mention qui n'aurait pas à être transmise au stade des candidatures notamment le prix, ou un engagement écrit du sous-traitant ;
- fournir une attestation sur l'honneur du sous-traitant qui ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Le pouvoir adjudicateur autorise la candidature au moyen du DUME (document unique de marché européen). Dans ce cas, le DUME se substitue à l'ensemble DC1 + DC2.

Les candidats sont invités à remplacer les présentations générales des sociétés fournies au titre de la candidature (plaquettes, brochures...) par la fourniture de liens

permettant d'accéder à ces documents sur un site internet en libre accès, ceci par souci du pouvoir adjudicateur de réduire le volume des dossiers.

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents demandés au titre de la candidature sont absents ou incomplets, il peut être demandé aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

6.2.2 Dossier relatif à l'offre

1. **L'acte d'engagement et ses annexes** complétés, datés et signés par le candidat :
 - Annexe 1 : BPU
 - Annexe 2 : cadre technique
 - Annexe 3 : test
2. **Le mémoire technique** détaillant la proposition du candidat en réponse aux prestations demandées dans le CCP et détaillant notamment les points précisés dans l'annexe 2.

L'IGN n'impose pas la signature des documents précités au moment du dépôt du pli. Si ces documents ne sont pas signés, l'IGN demandera au seul soumissionnaire retenu de les signer (signature manuscrite ou électronique) lors de l'attribution du marché

Les documents pré-remplis à utiliser sont fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

La remise de l'acte d'engagement, signé ou non, par le soumissionnaire emporte acceptation du cahier des clauses particulières (CCP) GBM 25049.

Tout élément d'offre technique et financière incomplet ou insuffisamment renseigné entraînera l'élimination de l'offre. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

6.3 Test

Le test consiste pour les candidats à fournir l'accès gratuit sur une durée limitée à un service en ligne de veille des médias au pôle des relations presse de l'IGN, sur la base des 5 mots clés indiqués à l'annexe 3 à l'acte d'engagement. Le test sera réalisé par l'IGN durant 5 jours consécutifs à partir de la date de connexion au service.

Les candidats garantissent que l'outil utilisé pour la réalisation du test est conforme à celui qui sera employé lors de l'exécution du présent marché.

Les candidats doivent faire parvenir avant la date et l'heure limites de remise des plis le code d'accès ou mot de passe pour se connecter au service en ligne de veille des médias.

Article 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 8 – OUVERTURE DES PLIS – examen des offres et des candidatures

8.1 Examen des candidatures

En application de l'article L 2162-1 du code de la commande publique, les candidatures seront appréciées en fonction des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la procédure sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Conformément à l'article R2144-2 du code précité, le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

8.2 – Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Valeur technique (60 pts) : Le critère de la valeur technique sera apprécié au vu des éléments transmis dans le mémoire technique et le test, notamment sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le processus de filtrage des retombées médias : moyens et méthodes mis en œuvre pour atteindre la meilleure concordance et pertinence des retombées et de leur contenu avec les mots clés définis (25 points)• Le délai de mise en ligne des retombées et le délai de prise en compte des modifications des mots-clés (délai de réactivité) (20 points)• Les fonctionnalités, la navigation, l'ergonomie et les qualités techniques de l'outil (10 points)• Le système de gestion et de suivi de l'abonnement, interlocuteur dédié (5 points)	25
Prix : Jugé sur la base des annexes 1 à 3, complétées par le candidat.	40
TOTAL	100

Article 9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché dispose à la demande de l'IGN d'un délai fixé pour fournir les documents justifiant qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article L. 2141 du Code de la commande publique.

Les documents justificatifs à produire obligatoirement par l'attributaire pressenti sont les suivants :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché.) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;
- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'IGN) ;
- les attestations d'assurance ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article L. 2141 du Code de la commande publique ;

Les candidats établis hors de France devront fournir les justificatifs équivalents prouvant qu'ils respectent la réglementation en vigueur dans leur pays, accompagnés d'une traduction. Compte tenu du délai potentiel d'obtention de ces justificatifs, les candidats sont invités à anticiper la demande de ces justificatifs.

A défaut de production de ces pièces ou en cas de dépassement du délai imparti pour leur production, l'offre du soumissionnaire concerné sera rejetée.

Le soumissionnaire délivrant dans le délai imparti les documents demandés devient attributaire du marché.

L'attributaire en devient le titulaire à réception d'une copie du marché signé par les parties.

La date de notification du marché est celle de la réception de la copie.

Article 10 – INFORMATION DES CANDIDATS ELIMINES

Tout candidat éliminé sera avisé par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Conformément à l'article R2181-1 du code précité, les candidats seront informés du motif de rejet de leur candidature ou de leur offre. Les motifs d'élimination détaillés ne seront en aucun cas donnés par téléphone mais par courrier recommandé après demande écrite de la société candidate.

Article 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats doivent utiliser l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

Nb : les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

En cas de difficulté, vous pouvez adresser un courriel à marches-publics@ign.fr.